

Le régime minceur !

Les orientations pour les prestations sociales et leur budget ont été validés le 12 février dernier en COGAS¹ ■ Le budget 2014 ne devrait pas améliorer le quotidien des postier-es en matière sociale ■ Avec un niveau insuffisant, les orientations du plan d'action 2014 votées ont une saveur virtuelle ■ A l'heure où le pouvoir d'achat est en berne, ce COGAS¹ démontre à quel point la Direction de la Poste ne prend pas en compte les aspirations de nos collègues.

L'envers du décor

Le budget total adopté est de 176 millions d'euros (172,7 K€ pour le fonctionnement et 3,5 K€ pour l'investissement). Contrairement aux annonces de La Poste, ce budget est en baisse, les (2,8 millions d'euros de financement exceptionnel rajoutés au budget 2013 restent bien à la charge du budget social pour les années à venir). Le montant moyen par postier-e, seul critère de calcul de la hauteur du budget social pour la Poste, est de l'ordre de 930 euros, jamais revalorisé depuis des années.

Contrairement aux années passées, le budget social 2013 a été totalement consommé et nous ne pouvons que nous en féliciter. Malheureusement, ce bon résultat ne profite pas complètement au personnel. Chaque année la fédération SUD PTT se bat pour que ce budget affecté aux prestations d'action sociale soit augmenté. Chaque année, l'instance décisionnelle sur ce sujet décide du contraire, et ce n'est pas le saupoudrage de dernière minute obtenu par FO qui nous fera changer d'avis... On sait bien qu'en cette année électorale, La Poste favorise ses partenaires privilégiés ! La situation difficile des personnels, plutôt que d'être la préoccupation du COGAS, importe peu. La politique sociale proposée par La Poste n'échappe pas à la sacro-sainte rentabilité.

¹ COGAS : Conseil d'Orientation et de Gestion des Activités Sociales

Autrement dit, ce budget doit permettre de rendre le quotidien de tous les postier-es meilleur, comme pour leur famille d'ailleurs. En ce sens il participe de fait au pouvoir d'achat du personnel. Mais ce dernier est sans cesse revu à la baisse par la politique de réduction des coûts uniquement axée sur la baisse de la masse salariale.

Pour Sud, le budget social doit permettre aux postier-es (en activités ou non) de bénéficier de prestations :

☞ **Qui répondent à leurs besoins spécifiques (offre loisirs culture, vacances adultes et enfants...)**

☞ **Qui viennent aider les personnels à travailler dans de meilleures conditions (restauration, garde des enfants...)**

☞ **Qui viennent aider les personnels dont les salaires ne permettent pas de subvenir à tous leurs besoins.**

... Voir au dos pour chaque domaine

Dans ce cadre d'austérité confirmé par les annonces du nouveau président et les miettes proposées lors des négociations salariales, les prestations sociales deviennent essentielles. Elles permettent de profiter de choses telles que, des vacances en famille, pour les enfants, de sorties culturelles, de lectures, de pratiquer une activité sportive, de se restaurer sainement pour des prix accessibles. Bref profiter de la vie, celle passée ailleurs que sur son lieu de travail !



Le dernier budget de cette mandature à pilotage partagé est donc à l'image des précédents. Des incohérences dans les choix politiques, des prestations nouvelles limitées, d'autres en voie de disparition, certaines très peu revalorisées, des restrictions pour tout ce qui a trait au passé associatif et collectif... A ce rythme nous pourrions bientôt dire...

Budget pour les prestations d'action sociales à La Poste : vous avez des besoins... apprenez à vous en passer !

Dans ce contexte de crise, la fédération SUD PTT a voté contre le budget..

Le vote du budget social 2014 :

Pour, 15 voix : 8 la Poste, 1 CGC, 2 FO, 1 CFDT, 3 secteurs associatifs (Prévoyance solidarité, sports loisirs, culture)

Contre, 4 voix : 2 CGT, 2 SUD

1 vote non pris en compte : secteur restauration et activités économiques

Plan d'action : les décisions prises ... ou pas !

Restauration

La fédération SUD PTT a réaffirmé que pour elle, la restauration est un élément de santé très important pour les agents et que la restauration collective a également une fonction sociale.

En réponse à cela, le budget restauration est amputé de plusieurs centaines de milliers d'euros pour la deuxième année consécutive. L'augmentation de la TVA va encore amputer le pouvoir d'achat des postier-es déjà malmené. Cette mesure risque de détourner une partie des convives vers d'autres modes de restauration, notamment la gamelle ou, pire encore, faire le choix de ne pas se nourrir.

Lors de ce COGAS la Poste a proposé un texte sur une nouvelle politique de restauration. Si l'intérêt de ce texte est de permettre à plus de postier-es de bénéficier de la restauration collective, nous serons vigilant à l'évolution du schéma directeur, le titre restaurant ne devant pas être la réponse unique. La fédération SUD PTT s'est abstenu sur ce texte.

Enfance

Au regard des résultats de l'enquête sociale 2013, l'enfance reste un des domaines qui suscite le plus d'attentes de la part des postier-es. D'ailleurs le plan d'action triennal du COGAS évoquait la nécessité d'un effort soutenu dans ce domaine. Malheureusement cela ne se retrouve pas dans le budget 2014.

Malgré la volonté d'innovation, rien de concret... expérimentations, diagnostic, accompagnement, voilà les maîtres mots de l'année 2014.

Solidarité

Les demandes croissantes d'aides et d'assistance, tant des retraité-es que des actif-ves ne sont que la traduction d'une détresse sociale grandissante et d'une baisse importante du pouvoir d'achat de nos collègues. Il est entendu que le budget social ne peut résoudre à lui seul cette question, mais une non prise en compte de la part de la Poste des attentes des personnels ne peut qu'aggraver la situation.

Suite à nos revendications, un groupe de travail sur la refonte des quotients familiaux est en action depuis maintenant trois ans, il devrait permettre une meilleure prise en compte des situations familiales (familles mono-parentales, bas salaires, revenus moyens...). La fédération SUD PTT est moteur de ce groupe de travail, mais nous ne cautionnerons pas la volonté de Poste de faire du socle de la refonte du QF, la porte ouverte à la redéfinition de l'ensemble des prestations avec comme seul but la maîtrise budgétaire.

DOM

Pour une année supplémentaire, dans ce plan d'action et budget pour 2014, les personnels des DOM sont laissés pour compte. Nos collègues domiens ont besoin d'une véritable reconnaissance de leurs difficultés en matière de logements, de restauration, de vacances enfants et adultes et pour l'accès aux prestations enfance. Aujourd'hui nous en avons assez des paroles, il faut des actes forts.

Nous vous ferons grâce de tous les autres secteurs et associations qui doivent fonctionner avec un budget serré-serré, et qui finiront par rendre l'âme au privé ou disparaître tout simplement.

Pour SUD PTT, la fin de mandat de l'actuelle représentation du COGAS est négative et désastreuse. Les personnels font encore et toujours les frais, en termes de prestations sociales, d'une politique de restriction budgétaire pour des aides pourtant plus que nécessaires.

Développer des prestations sociales adaptées et de qualité nécessite un budget qui prenne en compte la situation financière des postier-es. La Poste a les moyens d'augmenter son budget social sur toutes les lignes budgétaires, c'est juste une question de volonté.

Contre cette politique d'austérité, pour nos emplois, nos conditions de travail et nos salaires, tous et toutes en grève le 13 mars à l'appel de CFDT, CGT et SUD